

## **La naissance de la France libre**

Pierre Messmer - Membre de l'Institut  
*Naissance de la France libre*, Espoir n°100, 1995

L'acte de naissance de la France libre est l'appel lancé de Londres, le 18 juin 1940, par le général de Gaulle. Comment en est-il arrivé là ? Il l'a raconté lui-même dans ses Mémoires de guerre. Je ne peux mieux faire que le citer : « Dès le 16 mai, devant le spectacle de ce peuple éperdu et de cette déroute militaire, ... je me sens soulevé d'une fureur sans bornes... Ce que j'ai pu faire par la suite, c'est ce jour-là que je l'ai résolu. »

Appelé au gouvernement, le 6 juin, par Paul Reynaud qui le nomme sous-secrétaire d'Etat à la Défense nationale, sa résolution s'affermir quand il constate que les ministres et le commandant en chef sont prêts à demander l'armistice mais que Churchill dont il a fait la connaissance est décidé à continuer la guerre.

Il quitte Bordeaux pour Londres par avion, le 17 juin et le lendemain, 18 juin, il lance sur les antennes de la BBC le célèbre appel qu'il renouvelle en le développant le 22 juin, jour où le général Huntziger signe l'armistice, à Rethondes.

Qui répond à cet appel d'un général de brigade à titre temporaire, peu connu, « seul et démuné de tout, comme un homme au bord d'un océan qu'il prétendrait traverser à la nage » ?

Très peu de notables, évidemment, car les notables sont attachés à leurs titres, à leur argent, prudents et ennemis des aventures. Il y en aura tout de même quelques-uns, le professeur Cassin et Denis Seurat, Pierre Bourdan et Georges Boris. Un seul officier général, l'amiral Muselier qui n'a pas bonne réputation dans la Marine. Le général Catroux se mettra, en août, aux ordres du général de Gaulle, ainsi que le général Le gentilhomme. Trois colonels seulement, Renouard, Larminat et Magrin-Verneret, le seul qui soit suivi d'une partie de ses troupes, la 13e DBLE. Cette rareté d'officiers supérieurs explique la promotion rapide de capitaines anciens, Leclerc et Koenig qui, un an plus tard, seront généraux. Et ils montreront qu'ils en étaient dignes.

Les hommes simples, soldats et légionnaires revenant de Narvik, soldats, marins, aviateurs arrivant individuellement de France, ou même par groupes comme les marins de l'île de Sein dont l'aventure deviendra légendaire.

Ils sont tous volontaires pour combattre, et très motivés. Jeunes, souvent très jeunes (ceux qui ont 15 ou 16 ans tentent de se vieillir pour s'engager). Ils ont choisi leur chef. Il n'y a jamais eu de serment de fidélité dans la France libre, ni de culte de la personnalité mais une sorte d'allégeance librement consentie de part et d'autre et qui durera.

Et c'est ce qui explique que de Gaulle sera toujours plus exigeant à l'égard de ses premiers compagnons que de ceux qui ont attendu, longtemps parfois, avant de lui apporter leur concours.

Mais ils ne sont pas très nombreux ; fin juillet 40, le général de Gaulle évalue à 7 000 le nombre de ceux qui l'ont rallié. Pourquoi pas plus ?

— D'abord parce que, le 3 juillet, il y a eu Mers el-Kébir qui a causé à l'amitié franco-anglaise et à la France libre naissante (elle n'a pas plus de quinze jours) un dommage terrible.  
— Ensuite, parce que des menaces d'une extrême sévérité ont été dirigées contre « tous les Français qui prennent ou conservent du service dans une armée étrangère ». L'article 10 paragraphe 3 de la convention d'armistice disposait que « les ressortissants français qui ne se conformeraient pas à cette prescription seraient traités par les troupes allemandes comme francs-tireurs ».

Pour ne pas être en reste, le gouvernement de Vichy publiait au Journal officiel du 10 juillet une loi qui déclarait ces Français « coupables de trahison et punis de mort ».

Il y avait de quoi décourager les hésitants et donner de bons arguments à ceux, nombreux, qui croient à la victoire allemande.

— Enfin, les difficultés, les obstacles matériels s'accumulaient devant ceux qui n'ayant pas pu quitter la France avant la fin de juin, tentaient de le faire plus tard ; la mer était de plus en plus surveillée et le passage de la frontière espagnole conduisait droit au camp d'internement.

Heureusement, le ralliement au général de Gaulle, de plusieurs territoires d'Outre-mer allait prendre la relève et donner à la France libre une assiette territoriale et une valeur stratégique. En juillet, les Nouvelles-Hébrides et les Etablissements français de l'Inde avaient ouverts la voie mais leur geste n'était ni exemplaire pour d'autres ni très important pour la France libre. C'étaient de petits territoires entièrement dépendants de l'environnement britannique.

Chacun sentait que la partie décisive serait jouée en Afrique. De Gaulle, le premier. Dès son arrivée à Londres, il avait pris contact avec Noguès, Résident général au Maroc et commandant en chef nos forces d'Afrique du Nord ; il lui avait même offert de se placer sous ses ordres. Après quelques jours d'hésitation, Noguès comme tous les autres gouverneurs généraux et gouverneurs, ayant constaté que l'armistice du 22 juin respectait la souveraineté de la France sur ses colonies et ses protectorats, s'était rallié à Vichy.

Pourtant, au Tchad qui avait une frontière commune avec la Libye alors colonie italienne, le Gouverneur Eboué et le colonel Marchand, commandant militaire avaient pris contact en juillet avec le général de Gaulle et, le 26 août, ils proclamaient leur ralliement ; le lendemain, conformément au programme préétabli, Leclerc et Boislambert partant de Victoria avec un petit groupe de colons français s'emparaient, sans coup férir, du pouvoir à Douala et à Yaoundé et bientôt sur tout le Cameroun ; le surlendemain 28 août, Larminat avec l'appui du bataillon Delange, occupait le gouvernement général à Brazzaville d'où il chassait le général Husson. Aussitôt, le gouverneur de l'Oubangui (aujourd'hui Centre Afrique) se rallia à son tour.

A l'exception du Gabon qui ne s'alignera sur ses voisins qu'en novembre, après une brève campagne militaire qui chassera les représentants de Vichy, l'énorme bloc formé par l'Afrique équatoriale et le Cameroun rentra dans la guerre.

Comment expliquer que ce mouvement ait connu un succès si rapide — les Trois Glorieuses — et sans bavure à la seule exception de Libreville.

La valeur des hommes, Eboué, Marchand, Leclerc, Larminat, Plevin, Delange, Laurentie, Boislambert, d'autres encore, qui sont patriotes, courageux, résolus.

Ils sont capables d'entraîner derrière eux les hésitants qui sont nombreux, d'abord les Noirs qui ne comprennent pas grand-chose à ces « histoires de Blancs ».

Ils sont capables aussi d'écarter sans verser le sang mais sans douceur, les représentants de Vichy.

L'environnement « géopolitique » dirait-on aujourd'hui. Ce n'est pas un hasard si les deux territoires qui se rallient les premiers, le Tchad et le Cameroun, sont ceux qui se croient menacés par l'ennemi.

Le Tchad, amputé de la bande d'Aozou par les accords Mussolini-Laval, craint une nouvelle amputation et même une occupation. Le Cameroun, territoire sous mandat de la SDN est l'objet de revendications allemandes qui peuvent resurgir du jour au lendemain.

A ces menaces, la meilleure réponse est, en temps de guerre, celle des armes.

Elle est d'autant plus efficace que les principaux voisins, Nigeria, Congo belge, Soudan, sont des alliés assez puissants pour décourager ou briser toute tentative de reconquête par Vichy.

Quoi qu'il en soit, la France libre exerce désormais la souveraineté de la France sur de vastes territoires ayant une réelle valeur stratégique dans la guerre qui commence à peine en Afrique où elle durera encore trois ans ; représentant de précieuses ressources humaines — un renfort de 17 000 soldats — et, pour le général de Gaulle, un espace de liberté politique dont il fera usage plusieurs fois sur radio Brazzaville, jusqu'à la libération de la France.

Sur cette bonne lancée, nous avions espéré aller plus loin et provoquer le ralliement de l'Afrique occidentale française. Tel était l'objectif de l'opération de Dakar qui embarquait à Liverpool le 31 août et, après des engagements aéronavals confus, une tentative de débarquement à peine esquissée, se repliait le 25 septembre. Cet échec, le premier de la France libre, a profondément affecté le général de Gaulle et ceux qui l'accompagnaient. Nous en avons tiré plusieurs leçons.

Une opération politico-militaire comme celle de Dakar exige, plus que toute autre, l'unité de commandement qui n'était pas réalisée.

Dès lors que Vichy a mis ses fidèles serviteurs dans les postes de commandes civils et militaires, toute tentative de ralliement est vouée à l'échec sauf recours aux armes.

« Le général de Gaulle ne voulant pas de bataille rangée entre les Français a retiré ses forces » annonce l'ordre du jour n° 1. Huit mois plus tard, en Syrie il devra faire un choix différent.

Entre temps la Polynésie française aura rallié la France libre, le 2 septembre 1940 et la Nouvelle-Calédonie le 24 novembre. Mais l'échec de Dakar a sonné le glas des ralliements dans les territoires d'Outre-mer. Ils ne reprendront pas avant le tournant de la guerre, à l'automne 1942.

Et en France ? Où en sont les Français « résistants » dans ce «peuple du désastre» que Henri Amouroux évoque dans le premier des dix volumes de son Histoire des Français sous l'occupation. Et comment s'y prennent-ils pour empêcher que s'éteigne « la flamme de la résistance » alors si fragile ?

Peu après l'armistice, des hommes et des femmes s'opposent à l'occupant allemand par des actes individuels ; ils sont isolés car les partis politiques collaborent avec Vichy ou se taisent.

A Paris, autour de Rivet et de Langevin se constitue le groupe qui deviendra le réseau du Musée de l'Homme ; à Marseille, en zone non occupée dite « libre », le capitaine Frenay réunit les premiers éléments du futur mouvement « Combat ». Mais la plupart de ces résistants sont encore seuls : c'est le cas du préfet Jean Moulin et d'Edmond Michelet ; c'est aussi le cas des quelques communistes Tillon, Rol-Tanguy, Villon qui refusent les essais de collaboration ou les consignes d'abstention de leur parti complètement déboussolé jusqu'à l'entrée en guerre de la Russie.

Efficace parce qu'organisées et secrètes sont les nombreuses chaînes formées spontanément pour aider les prisonniers évadés.

La première manifestation collective publique antiallemande sera celle des étudiants et lycéens parisiens, le 11 novembre 1940, place de l'Etoile. Elle sera sévèrement réprimée.

A Londres, dès sa création, le 2e bureau de l'Etat-major FFL dont le chef et le capitaine, bientôt colonel Dewavrin dit Passy, envoie en France ses premiers agents. Ils sont dirigés en priorité vers la Normandie et la Bretagne à la demande des Anglais qui ont besoin d'être renseignés sur les préparatifs de la *Wehrmacht*, de la *Kriegsmarine* et de la *Luftwaffe* en vue d'un débarquement.

Les premiers agents débarqués car on ne parachute pas encore sont Mansion, Moreau, Duclos dit Saint-Jacques dont la mission en Normandie sera très utile, et Fourcaud. Les plus célèbres sont Renault, connu sous le pseudonyme de Rémy et le lieutenant de vaisseau d'Estienne d'Orves qui sera pris et fusillé.

Car ces missions sont difficiles et périlleuses. Il s'agit de travailler dans le secret ce qui n'est pas encore une habitude ; il faut éviter de choquer les Français qui sont alors pétainistes dans leur immense majorité, et ils sont à peine ébranlés par l'entrevue d'Hitler et de Pétain à Montoire.

Dans la France de 1940, les agents de la France libre ne sont pas comme des poissons dans l'eau.

Pour le général de Gaulle, il est essentiel d'avoir prise sur l'opinion française. Son but n'est pas

simplement de former une petite armée de volontaires pour combattre aux côtés des Britanniques et plus tard de leurs alliés. Il est de faire entrer la France dans la résistance à l'ennemi et dans le combat pour sa libération.

Les émissions françaises de la BBC l'y aideront puissamment. Des professionnels de grand talent, Maurice Schumann, Jean Marin, Pierre Bourdan, Jean Oberlé informent, débattent chaque jour, à l'intention de nos compatriotes qui les écoutent, de plus en plus nombreux malgré les interdictions et les brouillages. Par-dessus la Manche, « les Français parlent aux Français ». Le général de Gaulle prend lui-même la parole dans les grandes occasions. Il acquiert bientôt une remarquable maîtrise. La radio a été un élément essentiel dans la naissance et la croissance de la France libre. Moyen de communiquer avec l'opinion publique mais aussi arme de guerre quand elle diffuse des messages qui sont des ordres destinés aux combattants de l'ombre.

Quand on regarde, après un demi-siècle, la France libre naissante, on constate qu'elle possède, dès l'origine, les caractères qu'elle gardera jusqu'à la libération, son objectif unique.

Une armée au combat formée de forces de terre, de mer et de l'air dont les cadres et la troupe, tous volontaires, et les moyens d'abord négligeables, ne cessent de croître en nombre et en valeur.

Des territoires, principalement africains sur lesquels la France libre exerce, au nom de la France, une souveraineté de fait qui n'est pas contestée par les alliés.

Des mouvements de résistance intérieure nés d'initiatives individuelles, se fixant à eux-mêmes leurs missions et qui grandissent malgré la répression, en même temps que la guerre se prolonge. Grâce aux agents de la France libre, ils se structurent, prennent contact avec Londres et, progressivement, se rallient au général de Gaulle.

Enfin et surtout, un chef, le général de Gaulle. Le grand homme d'Etat naît, selon Malraux, de la rencontre d'un grand caractère avec un grand événement. le grand et le tragique événement, en juin 1940, c'est la défaite militaire suivie de l'effondrement politique de la France. Le grand caractère est celui du général de Gaulle, animé d'un « amour sacré de la Patrie », éclairé par une intelligence exceptionnelle tournée vers l'avenir, capable de prédire avec d'irréfutables arguments la défaite finale de l'Allemagne alors enivrée de ses victoires ; le général de Gaulle qui agit avec une volonté inflexible mais en tenant compte des circonstances, assuré que ses compagnons de la France libre le suivront, en grognant parfois, mais loyaux et fidèles jusqu'à la mort parce qu'ils témoignent de sa légitimité née dans le combat qu'il a décidé, le premier, de poursuivre contre l'ennemi. En temps de guerre, le seul pouvoir légitime est celui qui prend en charge la défense nationale.

Nous devons la victoire à nos alliés ; nous le savons. Mais nous savons aussi que, sans le général de Gaulle et ses premiers compagnons, la France libérée n'aurait pas été admise, en 1945, dans le camp des vainqueurs.